

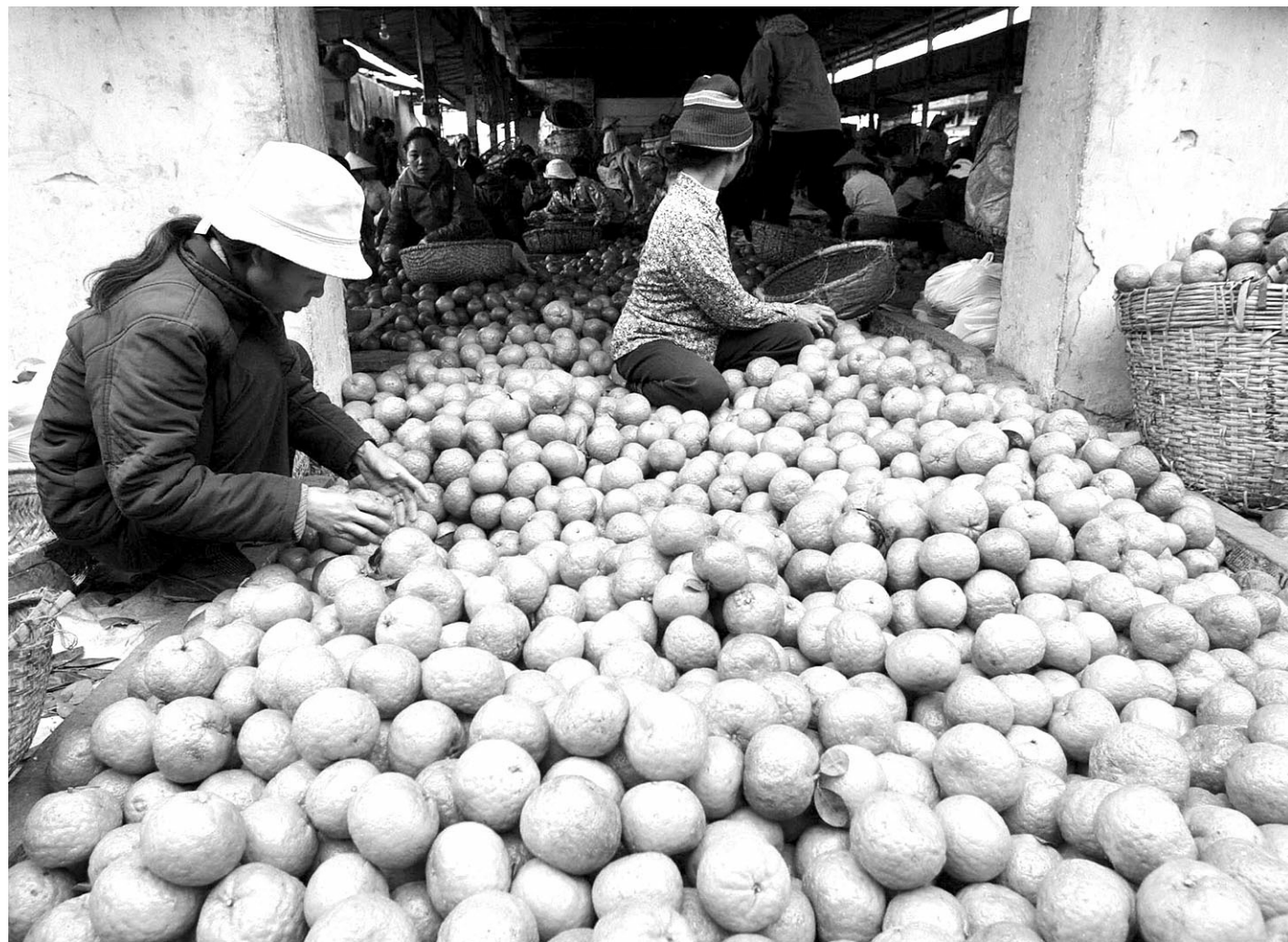
commerce équitable et grande distribution : une contradiction ?

La première partie de l'atelier a consisté dans une présentation du livre de Christian Jacquiau *Les coulisses de la grande distribution* (Albin Michel, 2002). Actuellement, entre les 60 millions de consommateurs de France et les producteurs de biens de consommation (70 000 entreprises industrielles et 400 000 exploitations agricoles), il y a cinq centrales d'achat, points de passage obligés.

Selon l'auteur, cette situation comporte de très sérieux inconvénients. En effet la logique de ces machines à vendre est celle d'une recherche de profit maximum, par l'obtention, par tous les moyens possibles, du prix le plus bas possible des fournisseurs agricoles ou industriels par la vente le plus cher possible au client, par la réduction au maximum des frais de fonctionnement (notamment le coût de la main d'œuvre), par l'utilisation de tous les moyens, y compris illégaux, pour obtenir des responsables administratifs et politiques les décisions les plus favorables, par exemple des autorisations d'ouverture ou d'agrandissements.

La politique de prix "bas"

Selon l'auteur encore, les pratiques commerciales de la grande distribution ont des effets dévastateurs aussi bien à une échelle locale que continentale ou intercontinentale. Les prix "bas", axe central de communication plus que réalité, sont à mettre au regard des coûts d'indemnisation du chômage et de précarisation de l'emploi, des coûts des atteintes à l'environnement (transports des marchandises par camion, trajets des clients, pratiques agricoles intensives, traitement de déchets comme les emballages), des effets des pratiques corruptrices, des conséquences sur les conditions de travail dans les usines ou les plantations des pays du Sud. A l'échelle de la société, le prix soi-disant



"bas" de vente au consommateur coûte en fait très cher.

Selon l'auteur enfin, un commerce différent est possible, en le fondant sur la loyauté et l'éthique : vérité des prix sur les marges réelles des distributeurs, fixation du prix de vente par les producteurs, sanction des superficies commerciales ouvertes illégalement, promotion des magasins éthiques, relocalisation de la production, réorientation de la production agricole, etc.

Dans un second temps, l'atelier a discuté de la présence de produits certifiés équitables dans les rayons des grandes surfaces, pour laquelle plaide et agit l'association Max Havelaar, et les réserves sérieuses que cela soulève: peut-on confier la garde du chou à la chèvre ? Sur cette question un point de vue nuancé a semblé dominer parmi les participants : d'un côté la présence de produits équitables dans les rayonnages de la grande distribution permet leur vente au grand public, et c'est tant mieux

pour les producteurs du Sud. D'un autre côté ce référencement a des limites évidentes, il ne concerne qu'un nombre réduit de produits alimentaires de grande consommation, il présente des risques

D'un côté la présence de produits équitables dans les rayonnages de la grande distribution permet leur vente au grand public, et c'est tant mieux pour les producteurs du Sud. D'un autre côté ce référencement a des limites évidentes

important de récupération et de dévoiement du commerce équitable au bénéfice du commerce profitable. En tous cas il ne dispense pas de la réflexion critique et de l'action politique à propos des pratiques économiques et commerciales dominantes à une échelle Nord-Sud comme à un niveau local.

L'échange à propos de Max Havelaar introduisait déjà la discussion plus générale entre la vingtaine de participants à l'atelier, pour la plupart impliqués dans une activité de commerce équitable ou d'économie alternative : quels projets communs sont possibles, quelle coopération est envisageable ? C'est ainsi que l'idée d'un marché équitable est lancée : les participants décident de prendre rendez-vous pour en discuter.